

## BRUXELLES PRÉPARE ACTIVEMENT LE RETOUR DE BACHAR

Les «Chouchène» et «Souaïdia»,  
Syriens sommés de se taire

**Les Etats membres de l'Union européenne se préparent — en coulisses mais activement — au retour sur le devant de la scène du Président syrien Bachar Al-Assad.**

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

Les réticences françaises ne sont plus prises en compte du fait du renoncement de François Hollande à se représenter.

Les prévisions les plus sérieuses donnant François Fillon futur Président, il ne reste pratiquement aucun espace temps à occuper par la diplomatie française, la plus outrageante et outrancièrement anti-Etat syrien légitime et légal au regard du droit, de la morale et même du bon sens.

Ennosra, cet éclatement tactique et voulu de Daesh, était considéré, il y a peu, par la France comme un mouvement qui «fait du bon boulot en Syrie».

Au sein de l'Union européenne, pourtant, la position française n'a jamais été agréée mais aussi elle n'a jamais été dénoncée publiquement. Les réserves allemandes, les prudences italienne et espa-

gnole sur le traitement de la Syrie par le Quai d'Orsay et l'Elysée n'ont jamais, à vrai dire, été rendues publiques pour sauver l'édifice UE qui prend feu de toutes parts. Le traitement de l'affaire syrienne est à lui seul un exemple édifiant de l'inconsistance et de la paralysie de ce qu'il est convenu d'appeler la politique extérieure de l'Union européenne.

Federica Mogherini, M<sup>me</sup> relex de Bruxelles, a toujours soigneusement évité d'aller au-delà de la langue de bois quand elle évoquait la Syrie. Les différentes chancelleries occidentales et leurs services de renseignement s'affairant, toutefois, à ménager les futures relations avec la Syrie de Bachar, l'évolution du rapport de force sur le terrain étant largement en faveur du Président syrien.

Les Européens ont aussi été instruits par la quasi-inexistence de défections dans l'armée, la



Bachar Al-Assad.

haute administration, la diplomatie et les renseignements de Damas. Les Syriens, toutes obédiences et fonctions confondues, sont restés loyaux et fidèles à Bachar, à leur Etat. Les quelques invités des plateaux de télévision représentant qui «l'opposition libre», qui le «mouvement de la société civile», qui «les rebelles» ont vite été remi-

sés au placard pour leur non-crédibilité.

Certains d'entre eux ont même rejoint le bercail et fait allégeance au régime. Même les médias les plus hostiles à Al Assad, notamment français, ont fini par lâcher ces drôles d'opposants qui, à bien des égards, suggéraient plus les Souaïdia et Chouchène «algé-

riens» qu'autre chose. Pour autant, le chemin est encore semé d'embûches et d'obstacles avant que le Président syrien et l'Etat qu'il incarne ne retrouvent réellement leur place dans le concert des nations.

Une idée circule, ici, à Bruxelles, dans les salles des pas perdus des institutions européennes. Elle consisterait à permettre à la Syrie de réoccuper son rang dans la Ligue arabe pour que l'UE ne trouve plus rien à redire sur le retour de Damas. Au moins cette «sinistre ligue» servirait à quelque chose.

La victoire éclatante de la Syrie contre les criminels de Daesh et leurs sponsors est, par ailleurs, l'autre élément à prendre en considération, saluée par les opinions publiques des différents pays de l'Union européenne, ce qui est un facteur non négligeable pour le retour de Bachar sur la scène internationale. Les Souaïdia et Chouchène «syriens» n'ont plus aucun avenir, ici.

A. M.

## IRAK

L'est de Mossoul repris  
dans «quelques jours»  
aux terroristes de Daesh

L'intégralité de la partie est de la ville de Mossoul en Irak sera reprise au groupe terroriste Daesh dans «quelques jours», a indiqué hier un responsable militaire irakien. Depuis le lancement le 17 octobre de l'offensive visant à chasser les terroristes de la deuxième ville d'Irak et ses environs, les forces progouvernementales ont repris plusieurs secteurs de l'est de la métropole, coupée en deux par le fleuve Tigre.

L'est de Mossoul sera repris dans «quelques jours», a indiqué le lieutenant-général Abdulghani al-Assadi, un haut responsable au sein des unités d'élite du contre-terrorisme (CTS), fer de lance de l'offensive de Mossoul.

Dimanche, des responsables avaient indiqué que les forces irakiennes, arrivant par l'est de la ville, avaient atteint un pont sur le Tigre pour la première fois depuis le début de l'opération militaire. Ce pont est «tactiquement repris», selon M. Assadi. D'après ce responsable militaire, des unités du CTS sont par ailleurs «en passe d'encercler l'université de Mossoul», dont le campus est situé à l'est du Tigre.

**Les terroristes du Front al-Nosra ont coupé l'approvisionnement en eau de la capitale syrienne, plongeant plus de 5 millions de personnes dans la pénurie. L'armée contre-attaque et compte aller jusqu'au bout face aux terroristes, qui ne sont pas concernés par la trêve.**

«Qui empoisonne l'eau des habitants de Damas ? L'armée syrienne mène des combats acharnés près de Damas contre le groupe terroriste Front Fatah al-Cham (ex-Front al-Nosra)», a déclaré aux journalistes le président syrien Bachar el-Assad cité par l'agence SANA. En raison des combats à Wadi Barada, un secteur rebelle à 15 km au nord-ouest de Damas où se trou-

vent les principales sources d'approvisionnement en eau de la capitale, environ 5,5 millions de personnes ont vu leur approvisionnement en eau coupé ou réduit depuis le 22 décembre, selon l'Onu. «Les combats sont menés dans cette région car nous ne pouvons pas laisser les terroristes utiliser l'eau pour étouffer Damas», a martelé le président.

Selon lui, les troupes comptent libérer complètement la vallée de Wadi Barada des terroristes. «Le cessez-le-feu ne s'applique pas aux terroristes de Daesh et du Front al-Nosra, et la zone qui fournit de l'eau potable à la capitale est précisément occupée par le Front al-Nosra. Les terroristes ont eux-mêmes déclaré occuper cette zone et donc la trêve ne s'applique pas à eux», a-t-il affirmé. En Syrie, l'eau est une arme. L'eau potable n'est pas le seul

facteur qui fait de la vallée Wadi Barada un site stratégique. Un itinéraire permettant les livraisons d'armes et de munitions ainsi que le transfert de combattants venus du Liban pour soutenir Damas passe également par cette zone. Le président syrien s'est également dit déterminé à libérer «chaque centimètre carré» de son pays, en se targuant d'avoir la légitimité et le soutien populaire nécessaires pour mener à bien cet objectif, dans un entretien diffusé lundi par des médias français. «Nous avons la légitimité pour libérer n'importe quelle zone contrôlée par les terroristes, quel que soit le nom qu'ils se donnent.

Qu'ils s'appellent Etat islamique, qu'ils s'appellent Al-Nosra, qu'ils se disent modérés ou bien Casques blancs, nous n'avons rien à faire des noms», a asséné le Président syrien.

## SYRIE

La «bataille de l'eau» fait rage  
près de Damas

## TURQUIE

## Le renforcement des pouvoirs d'Erdogan débattu au Parlement

**Le Parlement turc a entamé hier l'examen d'une révision constitutionnelle renforçant les pouvoirs du président Recep Tayyip Erdogan, dont les détracteurs dénoncent la dérive autoritaire.**

Ce projet prévoit le transfert du pouvoir exécutif du Premier ministre au président et pourrait potentiellement permettre à M. Erdogan, élu chef de l'Etat en 2014 après trois mandats à la tête du gouvernement (2003-2014), de rester au pouvoir jusqu'en 2029.

L'instauration d'un système présidentiel donnera une assise légale au mode de fonctionnement actuel de M. Erdogan, devenu la principale figure de l'exécutif au détriment du Premier ministre, contrairement aux provisions de la Constitution datant du coup d'Etat militaire de 1980. Le texte, adopté par une commission parlementaire avant le Nouvel An, sera débattu en deux temps par les députés, une

procédure qui devrait durer 13 à 15 jours, selon l'agence de presse progouvernementale Anadolu. Le renforcement des prérogatives de M. Erdogan inquiète ses opposants, qui l'accusent de dérive autoritaire, en particulier depuis la tentative de coup d'Etat du 15 juillet et les purges qui ont suivi. Une manifestation d'opposants au texte s'est tenue devant le Parlement peu avant l'ouverture de la session. Les forces de l'ordre sont intervenues pour la disperser, blessant notamment plusieurs députés du parti d'opposition sociale-démocrate CHP.

Les membres de la majorité affirment qu'un système présidentiel est nécessaire pour assurer la stabilité au sommet de l'Etat et qu'il permettrait de s'aligner sur les systèmes en vigueur en France ou aux Etats-Unis. Aux termes de la révision proposée, le président n'aura plus à couper les liens avec son parti politique une fois élu, nommera et révoquera les ministres et aura un ou plusieurs vice-présidents. Elle prévoit également le passage de

550 à 600 le nombre des députés au Parlement et de réduire l'âge d'éligibilité de 25 à 18 ans. La proposition doit désormais recueillir l'aval d'au moins 330 des 550 députés pour pouvoir être soumise à un référendum. Le parti au pouvoir AKP et la formation de droite nationaliste MHP, qui soutient le texte, disposent ensemble d'un total de 355 sièges. Le référendum devrait ensuite se tenir 60 jours après le vote au Parlement, soit fin mars ou début avril. La réforme constitutionnelle suscite un fort rejet du CHP et du parti d'opposition prokurde HDP, qui accusent M. Erdogan de profiter de l'état d'urgence en vigueur pour mener à bien la présidentialisation du système. Cette réforme rendrait au «Palais» les pouvoirs retirés au sultan ottoman il y a un siècle, estime ainsi Bülent Tezcan, député et vice-président du CHP. «Ce serait la dissolution de tout ce que notre république a accompli», a-t-il également déclaré, affirmant que ce projet de réforme constitutionnelle ouvrirait la voie à «la dicta-

ture d'un seul homme». Dans une chronique publiée hier, Murat Yetkin, rédacteur en chef de *Hürriyet Daily news*, affirme que ce projet divise même au sein de la majorité, plusieurs députés de l'AKP ayant exprimé leur «malaise et leur mécontentement». «C'est également un secret de Polichinelle que les députés AKP d'origine kurde sont mécontents de l'alliance avec le MHP» nationaliste, poursuit M. Yetkin.

Le projet prévoit l'organisation simultanée, en novembre 2019, d'élections législatives et présidentielle. Le chef de l'Etat serait élu pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Si le nombre maximum des mandats était réinitialisé à partir de 2019, M. Erdogan pourrait potentiellement rester au pouvoir jusqu'en 2029. Avec les récents attentats, l'incertitude politique alimentée par cette réforme et le référendum censé suivre a été l'une des principales causes de la chute de la livre turque, qui a atteint un plus bas historique hier, s'échangeant à 3,73 contre un dollar.